



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Préambule : cadre juridique du rapport d'orientation budgétaire

I - Contexte général : situation économique et sociale

II - Principales mesures relatives aux collectivités locales

III - Situation et orientations budgétaires de la collectivité

Introduction DOB 2025

1 - Recettes de fonctionnement

2 - Dépenses de fonctionnement

3 - Résultat de clôture 2024

4 - Capacité d'autofinancement

5 - Section d'investissement

6 - Programmation des investissements de la collectivité

7 - Les ratios financiers

8 - Annexe

Préambule : Cadre juridique du rapport d'orientation budgétaire

Dans les communes de plus de 3 500 habitants¹, le débat d'orientation budgétaire (DOB) doit s'appuyer sur un rapport d'orientation budgétaire (ROB) qui sera porté à la connaissance des conseillers municipaux dans les deux mois précédant le vote du budget.

L'[article L.2312-1 du CGCT](#) précise que le ROB doit porter sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le [décret n° 2016-841 du 24 juin 2016](#) définit plus précisément son contenu et fixe les modalités de sa publication et de sa transmission par ajout de l'[article D2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales](#) qui prévoit que le rapport d'orientation budgétaire comporte les informations suivantes :

1. Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.
2. La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
3. Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° doivent permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Par ailleurs, l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques publiée le 23 janvier 2018 dispose que, à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale présente ses objectifs concernant :

1. L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement
2. L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette

¹ Population de Viviers au 1^{er} janvier 2020 (source INSEE) : 3787 habitants

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. Il doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après sa présentation en Conseil municipal.

Situation macro-économique mondiale

L'économie mondiale a fait preuve d'une résilience inattendue malgré les chocs tarifaires tout au long de l'année 2025. La croissance s'est stabilisée autour de sa moyenne de long terme, tandis que l'inflation continue de refluer, conformément aux prévisions des banques centrales.

Indicateur	2024 (Réal)	2025 (Estimé)	2026 (Projeté)
Croissance du PIB Mondial	3,3 %	3 % à 3,2 %	3,1 % à 3,2 %
Inflation Mondiale	5,8 %	3,4 %	2,8 % à 3,1 %
Commerce Mondial (Volume)	+2,5 %	+3,1 %	+3,2 %

Analyse par grandes régions (l'Union européenne sera traitée dans une seconde partie):

Aux États-Unis, la première année du deuxième mandat de Donald Trump a vu les droits de douane très fortement augmenter. La croissance devrait ainsi tourner autour de 1,8% en 2025. Un rebond à 2,2 % serait prévu pour 2026. L'inflation est à 2,7%en raison du coût des importations. L'investissement massif dans les infrastructures d'IA et l'assouplissement fiscal soutiennent la consommation.

En Chine, Pékin tente de compenser la crise immobilière et les barrières douanières par une domination sans partage sur les technologies vertes. Mais la demande intérieure reste atone malgré les plans de relance. La croissance en 2025 était ainsi de 4,9 % et devrait être d'environ 4,5 % en 2026.

Le Japon est sorti de la déflation et compte sur une croissance autour de 1,0 % en 2025 et 2026.

Quant aux pays émergents, ils tirent la croissance mondiale (+4,0 % en moyenne), mais avec des trajectoires divergentes, l'Inde restant le moteur mondial avec une croissance de 6,5 % à 7,0 % sur la période, grâce au secteur numérique et à la démographie.

Pour 2026, le consensus des institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OCDE) table sur une croissance mondiale de 3,1 à3,3%.

Les principaux moteurs deraient être:

- L'intelligence artificielle: 2026 devrait marquer le passage des investissements massifs dans l'infrastructure (puces, data centers) à des gains de productivité réels dans les services et l'industrie.
- Les dépenses de défense et souveraineté: la remilitarisation des économies (notamment en Europe) deviennent un moteur budgétaire massif, stimulant les secteurs technologiques et industriels de pointe.
- La relance de la consommation: avec une inflation globale prévue à la baisse, le pouvoir d'achat des ménages devrait commencer à se restaurer, favorisant la demande intérieure

Parmi les principaux risques et points de vigilances :

- La dette publique : Le coût du service de la dette devient insoutenable pour certains pays du Sud et pèse sur les budgets européens
- La cybersécurité et l'IA : L'utilisation de l'IA générative dans les processus électoraux et les cyberattaques étatiques devient un risque systémique pour la stabilité politique.
- Le climat : 2025 a confirmé que les coûts de l'inaction (assurances, catastrophes) impactent désormais directement le PIB mondial de -0,5 % par an.
- La remise en cause de l'ordre mondial tel qu'il a été mis en place après la seconde guerre mondiale: les institutions internationales (ONU, OMC) et les accords internationaux sont régulièrement remis en cause, voir bafoués par les Etats-Unis, créant ainsi une forte instabilité politico-économique

Si 2025 a été l'année de l'ajustement aux nouvelles politiques protectionnistes, 2026 devrait voir une stabilisation. La clé du succès résidera dans la capacité à transformer les gains de productivité de l'IA en croissance réelle pour compenser le vieillissement démographique et le coût de la transition énergétique.

Union européenne et zone euro

En 2025, le paysage politique européen est dominé par la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique:

- Les dépenses de défense atteignent environ 2,1 % du PIB de l'UE en 2025 et devraient grimper à 2,5 % en 2026.
- Le rapport Draghi continue d'influencer les débats, poussant pour une simplification réglementaire et une accélération de l'innovation technologique (IA, infrastructures numériques).

L'Europe sort de la stagnation, mais reste vulnérable aux tensions commerciales transatlantiques (tarifs douaniers). Des accords partiels ont été trouvés en août 2025, mais l'incertitude pèse sur l'investissement industriel. L'Europe reste également très vulnérable à la concurrence chinoise.

Concernant les indicateurs macroéconomiques, les chiffres montrent une croissance modérée, une inflation qui se normalise et un marché du travail qui reste historiquement robuste.

La **croissance** est portée par la consommation des ménages (gain de pouvoir d'achat) et un rebond progressif de l'investissement public et privé.

Zone / Pays	2025 (Est.)	2026 (Prév.)
Union Européenne	1,4 %	1,5 %
Zone Euro	1,3 %	1,6 %
Allemagne	0,2 %	1,5 %
France	0,9 %	1,1 %

Espagne	2,8 %	2,0 %
---------	-------	-------

La désinflation se poursuit et la cible de 2 % de la BCE est en vue, permettant un assouplissement de la politique monétaire :

- Zone euro : 2,1 % en 2025 (estimation) et 1,9 % en 2026 (projection)
- Union européenne : 2,3 % en 2025 (estimation) et 2,1 % en 2026 (projection)

Quant au marché du travail, il reste exceptionnellement solide malgré la croissance modérée, atteignant des bas niveaux historiques.

Zone / Pays	2025 (Est.)	2026 (Prév.)
Union Européenne	5,9 %	5,8 %
Zone Euro	6,3 %	6,2 %

L'année 2026 devrait confirmer le retour à une croissance saine :

- Consommation : La hausse des salaires réels (+3 % en moyenne) et la baisse de l'inflation devraient restaurer le pouvoir d'achat.
- Investissement : La stabilisation des taux d'intérêt et les investissements dans la transition verte et numérique devraient booster la formation de capital.
- Risques : La consolidation budgétaire nécessaire pour réduire les déficits (notamment en France et en Italie) et l'incertitude liée aux chocs commerciaux extérieurs restent les principaux points de vigilance.

France

L'économie française en 2025 a continué de subir les incertitudes liées au contexte géopolitique et à la politique intérieure plus que jamais instables.

L'incertitude est devenue une variable économique à part entière. L'instabilité parlementaire pèse lourdement sur les décisions des acteurs économiques. La Banque de France estime que l'incertitude politique a coûté environ 0,2 point de PIB à la France à la France. De nombreux projets d'investissement sont gelés dans l'attente d'une visibilité fiscale à long terme.

Ceci dit, en 2025, la croissance annuelle devrait être de +0,9 % (source : Insee, janvier 2026), soit un chiffre supérieur à la prévision initiale du gouvernement (+0,7 %), porté notamment par un troisième trimestre solide (+0,5 %). En 2026, la croissance devrait s'établir autour de +1,0 % à +1,3 %.

Le rétablissement des comptes publics est plus lent que prévu. Le déficit public s'est établi à environ 5,4 % du PIB en 2025. Le gouvernement vise une réduction à 4,7 % en 2026, avec l'objectif de repasser sous la barre des 3 % à l'horizon 2029.

La dette publique continue de progresser en raison de la charge d'intérêts et des déficits accumulés. Fin 2025, elle a atteint 117,4 % du PIB (soit environ 3 482 milliards d'euros). Pour

2026, les prévisions suggèrent qu'elle pourrait frôler ou dépasser les 10 % si l'ajustement budgétaire n'est pas strictement appliqué. Mais la France est sous la coupe des agences de notation (S&P, Fitch, Moody's). Toute nouvelle crise politique majeure risquerait de faire bondir les taux d'intérêt de la dette.

Envoyé en préfecture le 25/02/2026
Reçu en préfecture le 25/02/2026
Publié le 25/02/2026
ID : 007-210703468-20260223-2026_010SG-DE

Après les chocs de 2023-2024, l'inflation s'est nettement stabilisée. En 2025, elle est tombée à un niveau historiquement bas sur la période récente, autour de 1,0 % en moyenne annuelle, grâce à la baisse des prix de l'énergie. En 2026, on anticipe une légère remontée technique vers 1,3 % à 1,5 %, un niveau jugé "sain" par les économistes, permettant une reprise plus franche de la consommation des ménages.

Le taux de chômage, qui était proche de ses plus bas historiques, connaît une légère remontée. En 2025 il s'est stabilisé autour de 7,6 % - 7,7 %. En 2026, une hausse modérée est attendue, avec des projections situant le chômage autour de 8,0 %, sous l'effet notamment d'un ralentissement des créations d'emplois dans certains secteurs industriels.

- II - Loi de finances 2026 : principales mesures relatives aux collectivités locales

Le budget 2026 impose aux collectivités territoriales une participation active au redressement des finances publiques, de l'ordre de 2 milliards d'euros (contre 4,7 initialement prévus).

1. Le Dispositif de Lissage Conjoncturel (DILICO)

C'est la mesure phare de la contribution locale.

- **Principe** : Initialement prévu pour 2025, le DILICO est maintenu et étendu en 2026. Il s'agit d'un prélèvement sur les recettes des collectivités dépassant un certain seuil.
- **Montants** : L'enveloppe globale est ramenée à environ 740 millions d'euros (contre 3 milliards envisagés au départ)
- **Exonérations** : Les communes sont largement exonérées de ce prélèvement spécifique pour 2026 suite aux débats parlementaires, l'effort étant concentré sur les strates supérieures et les groupements.

2. Dotations et Fiscalité

- **Gel de la DGF** : La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est globalement stabilisée (autour de 27 milliards d'euros), mais sans indexation sur l'inflation, ce qui représente une baisse en euros constants d'environ 350 millions d'euros pour le bloc communal. Les dotations de solidarité (DSU et DSR) sont toutefois augmentées de 290 millions d'euros pour soutenir les territoires les plus fragiles.
- **CVAE** : L'annulation de l'anticipation de la suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est confirmée ; sa disparition totale est désormais repoussée à 2028. En 2026 la baisse se poursuit progressivement.
- **Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)** : le budget 2026 supprime la liaison entre le taux de la THRS et celui de la taxe foncière. Les communes peuvent désormais augmenter la taxe sur les résidences secondaires sans être contraintes d'augmenter parallèlement la taxe foncière pesant sur les résidents permanents.

3. Soutien à l'Investissement (FCTVA et Fonds Vert)

- **Réforme du FCTVA :** Le Fonds de Compensation pour la TVA subit un "recentrage". Certaines dépenses (entretien des bâtiments, informatique) sont exclues du champ d'éligibilité, représentant une perte de plus de 700 millions d'euros pour les collectivités.
- **Décalage de versement :** Le passage au versement en année N+1 (au lieu du contemporain) pour certains groupements (GFP et EPT) permet à l'État de réaliser une économie de trésorerie ponctuelle.
- **Fonds Vert :** Réduction des crédits d'environ 500 millions d'euros, limitant les capacités de financement de la transition écologique locale.

Introduction au Débat d'orientation budgétaire 2026

Le projet budgétaire 2026, même s'il abordera l'ensemble des problématiques municipales, sera marqué par 2 priorités principales :

1/ Les thématiques de voirie et la réhabilitation de nos bâtiments publics.

- Les dépenses de voirie devraient s'élever à 0.6 M €, comportant les principaux projets suivants :

- | | | |
|------|------------------------------------|-------------|
| I. | Voirie du quartier de La Madelaine | 240 miers € |
| II. | Aménagement du parking Jean Moret | 60 miers € |
| III. | Voirie diverses | 270 miers € |

2/ Réhabilitation du patrimoine bâtiminaire avec quatre projets principaux:

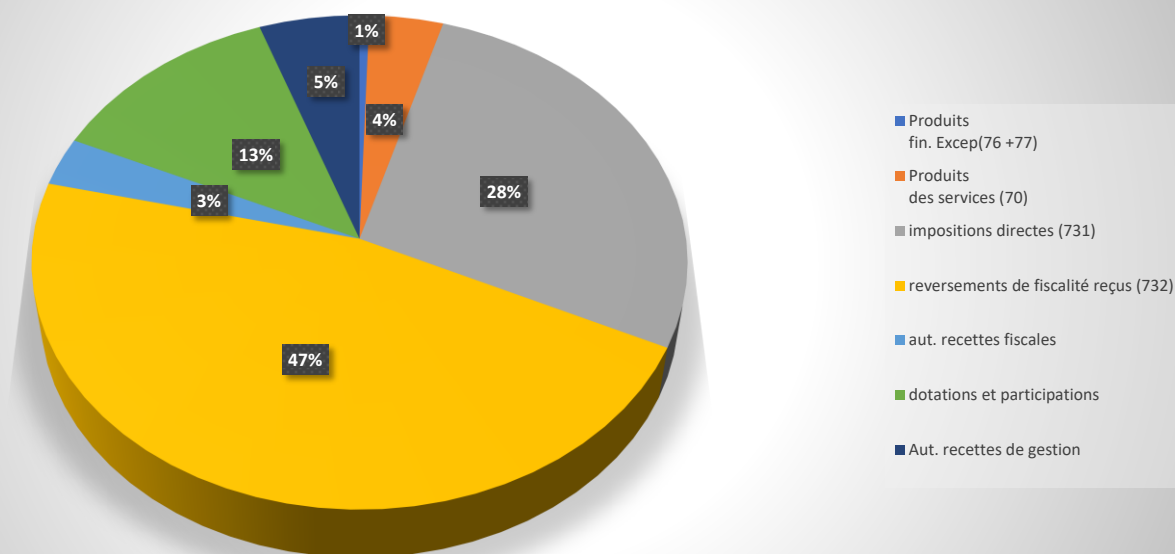
- | | | |
|------|--|-------------|
| I. | Travaux de toiture Aile nord de l'hôtel de ville | 366 miers € |
| II. | Réhabilitation des écuries en commerces | 460 miers € |
| III. | Verrière de l'école de la Roubine | 170 miers € |
| IV. | Mise en sécurité du fond de l'ilot de l'hôpital | 173 miers € |

Ces projets ainsi que d'autres de moindre importance pourront être réalisés grâce à l'emprunt contracté fin 2025, en gardant un niveau d'endettement raisonnable.

1 - Recettes de fonctionnement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Taux d'évolution 2025/2024
TOTAL	4 400 571 €	4 508 874 €	4 407 678 €	4 755 608 €	4 736 082 €	4 908 566 €	4 903 559 €	-0,1%
Produits financiers (76)	88 €	88 €	83 €	78 €	108 €	152 €	147 €	-3,2%
Produits exceptionnels (77)	5 089 €	101 803 €	26 960 €		47 389 €	72 827 €	25 787 €	-64,6%
RECETTES DE GESTION	4 395 395 €	4 406 982 €	4 380 635 €	4 755 530 €	4 688 585 €	4 835 587 €	4 877 625 €	0,9%
Produits des services (70)	228 942 €	211 006 €	215 807 €	236 788 €	164 869 €	178 779 €	196 397 €	9,9%
Impôts et taxes (73)	3 676 827 €	3 683 748 €	3 260 718 €	3 357 945 €	3 631 142 €	3 801 797 €	3 807 885 €	0,2%
impositions directes (731)	1 295 787 €	1 312 189 €	900 669 €	941 056 €	1 288 934 €	1 347 557 €	1 354 462 €	0,5%
versements de fiscalité reçus (732)	2 266 511 €	2 254 369 €	2 239 335 €	2 269 009 €	2 205 439 €	2 226 279 €	2 225 608 €	0,0%
autres recettes fiscales	118 134 €	117 191 €	120 715 €	147 880 €	136 769 €	146 002 €	155 460 €	6,5%
droits de mutation						81 960 €	72 355 €	-11,7%
DOTATIONSET PARTICIPATIONS	315 170 €	351 571 €	759 080 €	911 595 €	654 512 €	537 555 €	606 626 €	12,8%
DGF, DSR, DNP (741)	123 337 €	131 444 €	137 992 €	139 491 €	157 478 €	175 692 €	188 916 €	7,5%
compensations fiscales, participations (74)	143 149 €	154 630 €	569 883 €	618 328 €	414 064 €	361 863 €	417 710 €	15,4%
dont produit des droits de mutation	64 604 €	64 604 €	72 168 €	101 419 €	110 616 €			NS
dont attribution du FDIP (74832)	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	NS
AUTRES RECETTES DE GESTION (013+75+79)	174 456 €	160 657 €	145 030 €	249 202 €	238 063 €	317 456 €	266 717 €	-16,0%

Recettes 2025 par chapitre



Les recettes de fonctionnement réelles reculent très légèrement de 0.1% par rapport à 2024 principalement en raison de la baisse des produits exceptionnels enregistrés en 2025. Pour 2026 les recettes devraient reculer d'environ 1% en raison d'une prudence budgétaire liée à des recettes 2025 dont la reproductivité est incertaine.

Les recettes de gestion 2025 montrent, elles, une petite progression de 0.9% soit 42 miers € provenant essentiellement du report sur 2025 des versements de tarification sociale 2024

Produits des service

Les produits des services 2025 augmentent de 17 miers € versus 2024 en raison du retard de remboursement par la communauté de communes des frais concernant l'école de musique pour 2024. Pour 2026 ces produits devraient reculer légèrement suite à ces remboursements non reproductibles

Fiscalité

Fiscalité directe

La recette de fiscalité directe 2025 enregistre une augmentation de 0.5% malgré une réactualisation des bases d'imposition à hauteur de 1.7%.

La prévision 2026 est périlleuse en raison du contexte difficile au parlement. Nous avons fait l'hypothèse d'une réévaluation des bases de 0.8% et d'un gel des taux communaux. Enfin, il faut rappeler que fiscalité directe ne représente que 27% des recettes de la commune.

Autres impôts :

Fiscalité indirecte

La fiscalité indirecte est constituée de taxes diverses : taxe locale sur la publicité extérieure, taxe locale sur la consommation d'électricité, versement pour sous-densité, participations d'urbanisme, etc. Celles-ci ont progressé de 6.5% en 2025. Nous avons fait l'hypothèse d'un gel de ces recettes au niveau de 2026.

Fiscalité reversée (attribution de compensation)

C'est une dépense obligatoire pour l'EPCI qui a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire à la fois du passage à la Fiscalité Professionnelle Unique et des transferts de compétences, à la fois par l'EPCI et par ses communes membres. Ses modalités d'évaluation et de versement sont fixées aux IV et V de l'article 1609 nones du Code Général des Impôts.

En 2025 l'attribution de compensation de la commune de Viviers est restée stable. Aucun transfert de compétence n'ayant été intégré pour 2026, nous reprendrons le même montant pour 2026.

Dotations et participations :

Celles-ci comprennent essentiellement la dotation de solidarité rurale et les dotations de compensation des réformes fiscales TP, TF et TH. Sur 2025, la dotation de solidarité rurale a progressé d'environ 13 k€, pour évoluer de 176 miers € en 2024 à 189 miers € en 2025. Concernant les compensations on constate une augmentation de la compensation sur la taxe

foncière de 10 miers € et surtout le versement de la tarification sociale de 2024 en 2025 pour 35 miers €. Pour 2026, les dotations et participations devraient rester relativement stables par rapport au réalisé 2025.

Autres recettes de gestion

En 2025 les autres recettes de gestion baissent par rapport à 2024 en raison de la perception exceptionnelle en 2024 d'un capital décès et d'un avoir Dalkia.

En 2026 les recettes de location augmenterons en raison des loyers des Ecuries sur la fin de l'année.

2 - Dépenses de fonctionnement

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Taux d'évolution 2025/2024
TOTAL	3 432 241 €	3 611 381 €	3 504 141 €	3 551 153 €	3 581 318 €	3 963 926 €	3 815 693 €	4 043 725 €	4 175 239 €	3,3%
Charges financières - intérêts (661)	119 459 €	99 848 €	19 354 €	59 381 €	49 638 €	29 948 €	34 224 €	27 869 €	48 205 €	73,0%
Charges financières autres (668)					840 €		0 €	0 €		NS
Charges exceptionnelles (673)		181 496 €	22 219 €	33 640 €	3 558 €	13 €	378 €	5 282 €	1 507 €	-71,5%
Dotations aux provisions (68)	10 000 €	10 000 €	12 800 €	10 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	20 000 €	10 000 €	-50,0%
DEPENSES DE GESTION	3 302 188 €	3 320 031 €	3 390 308 €	3 448 133 €	3 473 343 €	3 873 965 €	3 721 091 €	3 990 573 €	4 115 527 €	3,1%
Charges de personnel (012)	1 904 099 €	1 965 053 €	1 969 054 €	1 963 868 €	1 967 030 €	2 155 059 €	2 083 901 €	2 204 833 €	2 190 771 €	-0,6%
Charges à caractère général (011)	791 787 €	790 521 €	849 285 €	873 833 €	828 701 €	1 132 868 €	985 848 €	1 234 425 €	1 354 170 €	9,7%
Autres charges de gestion courante (65)	578 102 €	531 499 €	533 898 €	573 372 €	650 793 €	553 905 €	622 049 €	524 085 €	545 933 €	4,2%
Subventions(657)	266 197 €	237 607 €	230 914 €	236 432 €	263 283 €	358 761 €	375 404 €	380 398 €	404 736 €	6,4%
Aténuations de produits (014)	28 800 €	32 964 €	38 010 €	31 060 €	26 819 €	32 133 €	29 293 €	27 230 €	24 652 €	-9,5%

N-B : les comptes 2021 dans le tableau ci-dessus ont été présenté sous la norme M57 afin d'être rendus comparables avec 2022 et 2023

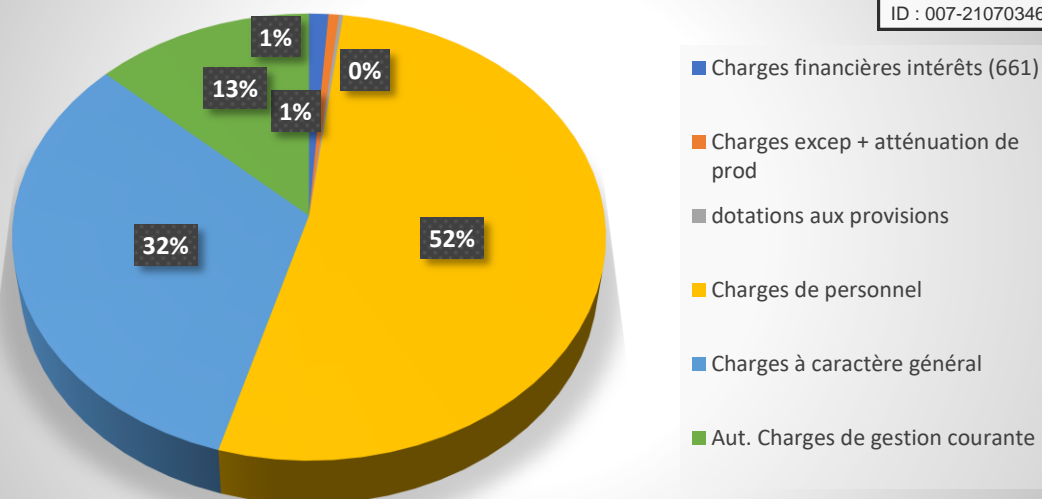
Dépenses de fonctionnement 2025

Envoyé en préfecture le 25/02/2026

Reçu en préfecture le 25/02/2026

Publié le 25/02/2026

ID : 007-210703468-20260223-2026_010SG-DE



L'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement progresse de 3.3% en 2025 soit +131 miers €, principalement dû aux dépenses à caractère général (frais des services), qui ont augmenté de 120 k€ comme prévu au budget 2025.

Charges à caractère général

La hausse des charges en 2025 provient principalement de :

Des travaux de protection sur la falaise pour 85 miers €

Du reversement de la tarification sociale 2024 à l'OGEC pour 20 miers

Des travaux en régie pour le parvis du gymnase pour 20 miers €

Pour 2026, les charges à caractère général devraient reculer d'environ 0.4 % en raison de la non reconduction des travaux exceptionnels de sécurité sur la falaise en 2025.

Charges de personnel

Les dépenses de personnel 2025 reculent légèrement -0.6 % vs 2024 soit -14 miers €. Cette baisse est essentiellement due aux trois départs en retraite sur 2025.

Pour 2026, Les frais de personnel devraient augmenter de 119 miers € par rapport au réalisé 2025 soit +5.4%. Cette augmentation trouve essentiellement sa source dans :

- L'embauche d'une directrice des services techniques +70 miers €
- Le budget des agents recenseurs +15 miers €
- Le glissement vieillesse-technicité +29 miers €

Les charges financières 2025 versus 2024 s'avèrent en hausse de 20 miers €. En 2026 les charges financières devraient progresser de 35 miers € soit 83 miers € au total en raison du nouvel emprunt contracté fin 2025.

Autres charges de gestion

Les autres charges de gestion 2025, montrent par rapport à 2024 une progression de 22 miers €, du à :

- L'augmentation de la subvention du port, par ailleurs prévue au BP +12 miers €
- L'augmentation de la subventions OGEC + 12 miers €

Total dépenses réelles

Par rapport au BP 2025, le total des dépenses réalisées en 2025 apparaissent en retrait de 3.4% soit -158 miers €. Ce retrait est dû essentiellement aux dépenses pour la réalisation du parvis du gymnase pour -54 miers € et aux dépenses de personnel pour 98 miers € dont démission sans remplacement dans l'année, agents en demi-traitement maladie, retrait des dépenses d'intérim et de ticket restaurant, poste de manager de centre ville non pourvu.

Enfin pour 2026 les dépenses de fonctionnement totales devraient afficher une progression de 4.3% soit +191 miers €.

Les 4.3% de progression s'expliquent essentiellement par la progression des charges de personnel (+119 miers€) et la progression des intérêts sur emprunts (+35 miers€).

3 - Résultat de clôture 2025 (provisoire)

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		930 698,87	113 119,66			817 579,21
Opérations de l'exercice	4 486 153,29	4 965 860,37	2 344 423,04	2 822 368,64	6 830 576,33	7 788 229,01
Totaux	4 486 153,29	5 896 559,24	2 457 542,70	2 822 368,64	6 830 576,33	8 605 808,22
Résultat de clôture	0,00	1 410 405,95	0,00	364 825,94	0,00	1 775 231,89
		Besoin de financement	0	(A inscrire au compte 001 en dépenses d'investissement au BP N+1)		
		Excédent de financement	364825,94	(A inscrire au compte 001 en recettes d'investissement au BP N+1)		
		Restes à réaliser	888 584,54	276 478,00		← Indiquer X si absence de restes à réaliser
		Besoin de financement des restes à réaliser	612 106,54	Euros		
		Excédent de financement des restes à réaliser	0,00			
		Besoin total de financement	247 280,60	Euros		
		Excédent Total de financement	0,00			
2° Considérant l'excédent de fonctionnement, décide d'affecter la somme de			247 280,60	au compte 1068 investissement (A inscrire au BP N+1)		
		Déficit de fonctionnement	0	(A inscrire au compte 002 en dépenses de fonctionnement au BP N+1)		
		Excédent de fonctionnement	1163125,35	(A inscrire au compte 002 en recettes de fonctionnement au BP N+1)		

4 - Capacité d'autofinancement

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
EPARGNE DE GESTION	1 111 495 €	1 039 187 €	975 185 €	1 017 102 €	870 777 €	821 630 €	930 552 €	892 710 €	776 525 €
Intérêts de la dette	119 459 €	99 848 €	79 354 €	59 381 €	50 478 €	29 948 €	34 224 €	27 869 €	48 205 €
EPARGNE BRUTE	992 036 €	939 339 €	895 831 €	957 721 €	820 299 €	791 682 €	896 328 €	864 841 €	728 320 €
Annuité en capital	489 293 €	504 031 €	512 750 €	466 067 €	512 413 €	511 183 €	326 292 €	179 518 €	130 089 €
EPARGNE NETTE	502 744 €	435 308 €	383 080 €	491 654 €	307 886 €	280 499 €	570 036 €	685 323 €	598 231 €

La capacité d'autofinancement correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de la commune et dont elle pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers. Elle mesure la capacité de la commune à financer sur ses propres ressources les besoins tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

L'épargne de gestion correspond à l'excédent entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement (hors charges financières de la dette).

L'épargne brute correspond au financement disponible après déduction des intérêts de la dette.

L'épargne nette correspond au financement disponible après déduction du capital des emprunts à rembourser sur l'année. C'est le montant disponible pour le financement des nouveaux investissements de l'année.

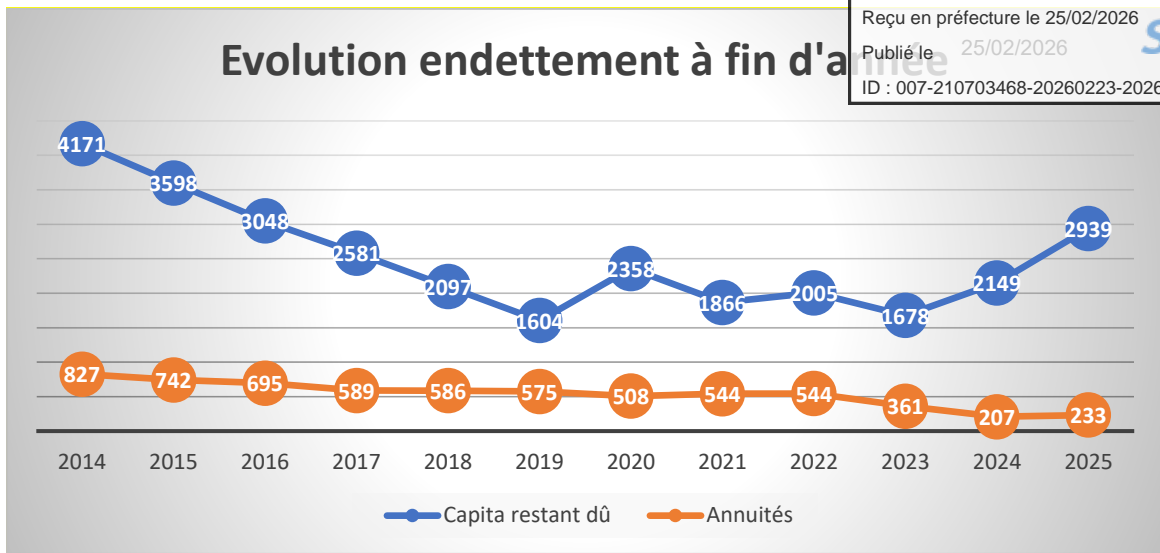
L'épargne nette 2025 est en léger retrait de 87 miers € versus 2024 en raison d'une progression attendue au budget 2025 des frais à caractère général. Cela est atténué par le retrait des annuités de remboursement d'emprunt. En 2026 l'épargne nette devrait reculer en raison des annuités de l'emprunt contracté fin 2025 et de la baisse de l'épargne brute.

5 - Section d'investissement

Dettes

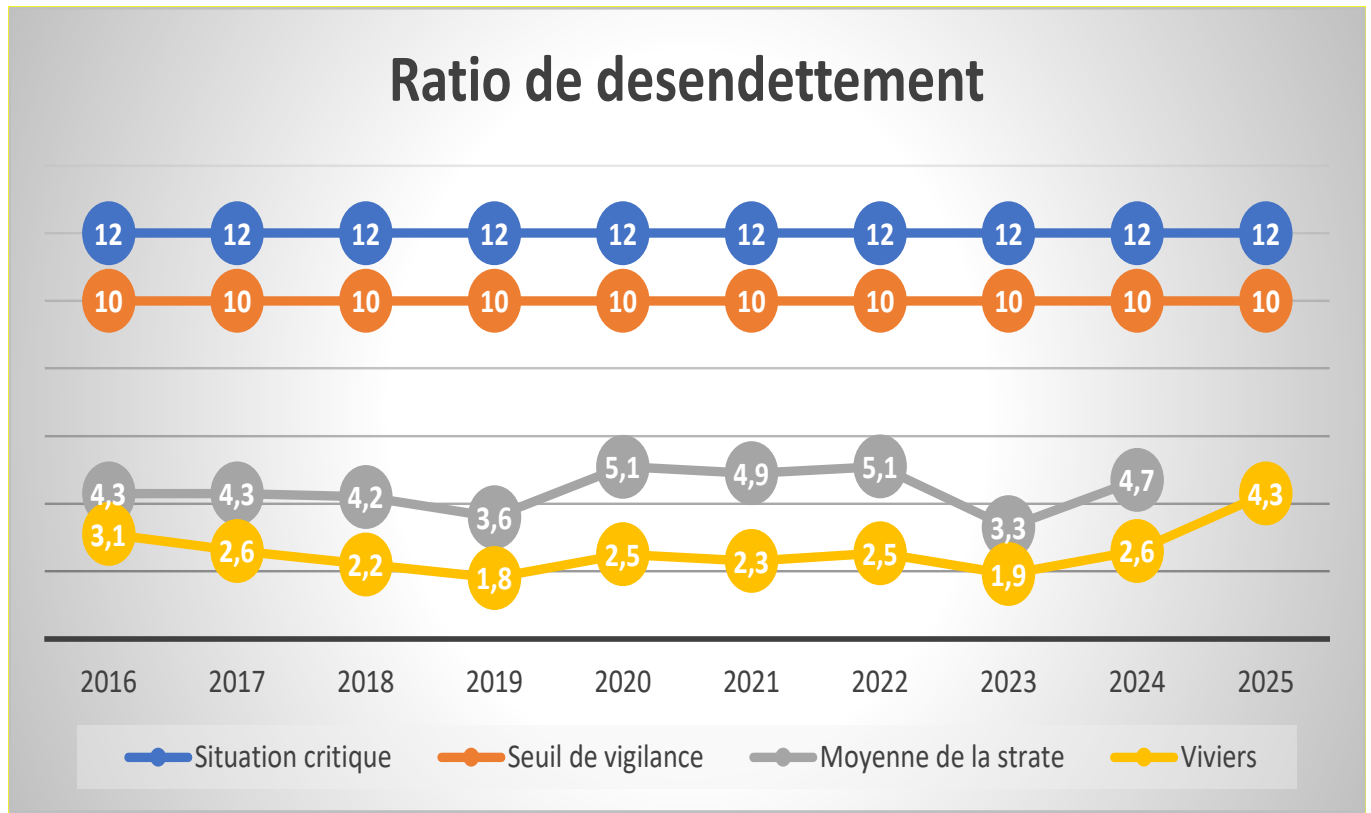
La dette est constituée d'un emprunt collectif au SDE07 pour une annuité de 11.404 € et de 4 autres emprunts souscrits auprès de la Caisse d'épargne Loire Drôme Ardèche et de la banque postale. Son taux moyen s'élève à 2.9 %, le taux moyen pondéré en fonction du capital restant dû s'élève à 2.7 %.

Les trois emprunts les plus importants sont amortis sur 15 ans, 22 ans et 20 ans pour le dernier souscrit fin 2025. Enfin la dette est complètement sécurisée par des emprunts à taux fixe.



L'encours de dette par habitant de la strate de comparaison 2024 s'élève à 703 € (dernier chiffre publié) ce qui est largement supérieur à celui de la commune de Viviers (580 € en 2024). Pour 2026, l'encours de dette devrait reculer au niveau 2781 miers € en raison des remboursements en capital de 2026.

L'annuité de la dette progresse en 2026 (233 miers € contre 178 en 2025) conséquence de l'emprunt de 900 miers € sur 2025.



La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première financière et la seconde. Elle se calcule comme l'encours de la dette rapport à l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement). Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales.

Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Sur le graphe ci-dessus on peut constater que la capacité de désendettement de la commune de Viviers (courbe du bas) est importante et très loin du seuil de vigilance.

Pour mémoire, les 2 courbes du haut du graphe, représentent le seuil de vigilance (10 ans) et la situation critique (à partir de 12 années).

Notre capacité de désendettement est bonne : 4.3 années théoriques d'épargne brute en 2025 pour éteindre l'encours alors que la strate comparative est à 4.7 en 2024 (dernière statistique connue). En 2026, notre capacité de désendettement devrait se situer à un niveau de 7.0 années, bien loin de la zone de vigilance.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Capital restant dû	2 581 453 €	2 097 406 €	1 604 358 €	2 358 263 €	1 865 732 €	2 004 549 €	1 678 257 €	2 148 739 €	2 938 651 €
Annuité (capital + intérêts)	588 570 €	586 275 €	574 837 €	466 067 €	543 644 €	543 577 €	361 681 €	207 387 €	177 520 €
Capital restant dû / hab	671 €	545 €	644 €	626 €	509 €	547 €	450 €	574 €	789 €
Annuité / hab	153 €	152 €	149 €	123 €	144 €	144 €	97 €	55 €	48 €
Epargne brute	992 037 €	939 338 €	895 831 €	957 721 €	820 299 €	791 682 €	886 164 €	836 971 €	680 115 €
Ratio de désendettement	2,6	2,2	1,8	2,5	2,3	2,5	1,9	2,6	4,3

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
(Hors affectation de résultat)									
FCTVA	102 691 €	76 832 €	144 560 €	119 622 €	245 775 €	84 799 €	110 274 €	102 159 €	272 879 €
Cessions									
Taxe d'aménagement	21 704 €	16 010 €	19 607 €	22 769 €	19 447 €	26 363 €	20 266 €	4 937 €	4 111 €
Emprunts				1 199 160 €	840 €	650 000 €	0 €	650 000 €	920 000 €
Concours extérieurs	36 314 €	301 325 €	224 172 €	219 175 €	304 753 €	295 594 €	715 921 €	673 268 €	414 529 €
Divers + cautionnements reçus	480 €	440 €		180 €	0 €	1 171 €	1 090 €	9 267 €	2 221 €
Opérations pour compte de tiers				159 047 €	789 €	NS	NS	NS	NS
Immobilisations en cours						79 166 €	953 222 €	1 055 118 €	132 021 €
TOTAL	161 189 €	394 607 €	388 339 €	1 719 953 €	571 604 €	1 137 093 €	1 800 773 €	2 494 749 €	1 745 762 €

Dépenses réelles d'investissement

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025
(Hors affectation de résultat)									
Capital dette (16)	489 293 €	504 031 €	515 090 €	465 797 €	512 233 €	528 500 €	343 609 €	190 848 €	141 418 €
Travaux-Equipements-Acquisitions	510 083 €	1 116 366 €	873 329 €	1 603 095 €	1 210 564 €	1 480 998 €	2 989 627 €	2 638 545 €	1 836 718 €
Divers + cautionnements reçus		40 737 €	12 706 €	270 €	180 €	1 122 €	90 €	115 €	76 €
Opérations pour compte de tiers				43 307 €					
TOTAL	999 376 €	1 661 134 €	1 401 126 €	2 112 469 €	1 722 977 €	2 010 620 €	3 333 326 €	2 829 508 €	1 978 213 €

En 2025 le montant des dépenses réelles d'investissement a été couvert à hauteur de 88% par les recettes correspondantes. Depuis le début du mandat 2020-2025 la couverture a été de 65%.

Projets « courants »

Les projets « courants » sont l'ensemble des petits investissements concernant :

- Les participations communales à l'OPAH
- Les équipements de bureautique
- Les petits travaux sur les bâtiments communaux
- Les travaux divers
- Les équipements divers

L'enveloppe globale des nouveaux projets courants devrait s'établir autour de 500 miers d'€ dont 54 miers € de « reste à réaliser ».

Projets « spécifiques »Principaux projets spécifiques 2026

NATURE	PROJETS + DE 50.000 €			RECETTES CORRESPONDANTES
	Nouveaux	RAR 2025	TOTAL TTC	
Travaux toiture aile nord hôtel de ville		365 538 €	365 538 €	
Charpente église St Laurent	67 200 €		67 200 €	
Façade Eglise St Laurent		60 286 €	60 286 €	
Travaux zones B et C maison des chevaliers	55 365 €	38 796 €	94 161 €	
Travaux mise en sécurité bâtiment fond de l'ilot de l'hôpital		73 472 €	73 472 €	
Travaux ruisseau de St Alban		90 551 €	90 551 €	
Voirie quartier La Madeleine	240 000 €		240 000 €	
Voirie Aménagement parking Jean Moret	60 000 €		60 000 €	
Restauration d'urgence Pont Romain	91 000 €		91 000 €	
Réhabilitation Ecuries	460 000 €		460 000 €	480 264 €
Baches de protection bâtiments du fond de l'ilot de l'hôpital	100 000 €		100 000 €	
Verrière école de la Roubine	170 000 €		170 000 €	
Eclairage LED centre ville et RD86	109 475 €		109 475 €	
TOTAL	1 353 040 €	628 643 €	1 981 683 €	480 264 €

Dont

Projets Pluriannuels en €	2023	2024	2025	2026	2027	Total des coûts
Construction Maison de Santé	1 200 000	300 000		35 760		1 535 760
Aménagement Ecuries	5 000	80 000	610 000	460 000		1 155 000
Réhabilitation Piscine *	420 000	150 000	150 000	15 160		1 160 160

* 445 000 € d'appel de fonds versés en 2021-2022

Au total, les investissements courants et spécifiques 2026 devraient être de 1 389 millions € dont 889 millions € de reste à réaliser.

>> Les concours extérieurs

Pour 2026 les subventions déjà obtenues et non payées atteignent 650 millions € et concernent principalement :

- Ecuries 480 millions €
- Pump-track 87 millions €
- Rénovation Piscine 39 millions €
- Divers 44 millions €

Les subventions non confirmées par notification ne sont pas incluses dans ce total, car nous sommes en attente des arrêtés d'attribution des subventions ou en attente de dépôt de dossier.

>> Les cessions d'immobilisation

Pour rappel, la nomenclature comptable M57 prévoit l'inscription du produit des cessions en recettes d'investissement au stade du budget primitif mais une inscription comptable en recettes de fonctionnement au moment de l'encaissement.

Pour l'année 2026, les cessions devraient porter uniquement sur la maison Villard 110 millions €.

>> Les emprunts

Aucun emprunt à ce stade n'est envisagé sur 2026.

Le remboursement du capital de la dette

Ce remboursement doit être couvert par des ressources propres, ce qui constitue une condition essentielle de l'équilibre budgétaire (article L612-4 du CGCT). Il s'agit d'une dépense obligatoire.

Le montant des annuités à rembourser en 2026 serait de l'ordre de 232 millions €, dont 157 millions € en capital et largement couvert par la marge de fonctionnement.

7 - Les ratios financiers

RATIOS	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Coefficient d'autofinancement courant	0,89	0,90	0,95	0,84	0,94	0,95	0,88	0,86	0,87
Rigidité des charges structurelles	0,57	0,56	0,46	0,55	0,51	0,55	0,55	0,52	0,51

Coefficient d'autofinancement courant

Le coefficient d'autofinancement courant, c'est-à-dire la possibilité pour la commune, une fois payé l'ensemble des dépenses courantes, de financer des opérations plus importantes.

Le ratio se calcule ainsi : (charges de fonctionnement + remboursement de la dette) / produits de fonctionnement. Le seuil d'alerte est à 1. Lorsque le ratio est supérieur à 1, la commune ne peut plus autofinancer ses investissements et doit recourir à de nouveaux emprunts, ou conduire une politique de restriction budgétaire, réduisant les possibilités de la commune à se développer.

Rigidité des charges structurelles

Le ratio de rigidité structurelle correspond aux dépenses incompressibles auxquelles doit faire face la commune. Une gestion rigoureuse et économe des deniers publics permet de limiter ces dépenses obligatoires.

Le ratio se calcule ainsi : (frais de personnel + dépenses obligatoires classe 65 + annuité de la dette) / produits de fonctionnement. Le seuil d'alerte est à 0.6

Dépenses de fonctionnement et besoin de financement

Il est demandé de présenter dans le rapport d'orientations budgétaires, la projection réalisée par la commune sur l'évolution des dépenses de fonctionnement sur la durée de la LPFP ainsi que le besoin de financement correspondant à la différence entre les emprunts nouveaux nécessaires pour le financement des investissements prévus sur la période, et les remboursements de la dette.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Evolution dépenses de fonctionnement	5,20%	-3,0%	1,3%	1,0%	1,1%	-3,7%	5,6%	3,9%
Evolution annuelle du besoin de financement	- 484 046 €	- 493 048 €	753 905 €	- 492 531 €	138 817 €	- 511 183 €	459 037 €	778 506 €
Evolution cumulée du besoin de financement	- 484 046 €	- 977 094 €	- 247 094 €	- 739 625 €	- 600 808 €	- 1 111 991 €	- 652 954 €	- 125 552 €

En 2026 les dépenses de fonctionnement devraient progresser d'environ 4.4 % essentiellement en raison d'une augmentation des frais de voirie et de maintenance-entretien ainsi que des frais de personnel. Le besoin de financement devrait passer à -173 miers €.